

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2012)
Heft: 2

Artikel: Politiquement incorrect... le livre qui dit ce que beaucoup pensent tout bas sur l'Union européenne
Autor: Weck, Hervé de
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-514646>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Kosovo: Des soldats de la Bundeswehr réceptionnent et confisquent des armes d'assaut.

International

Politiquement incorrect... Le livre qui dit ce que beaucoup pensent tout bas sur l'Union européenne

Col Hervé de Weck

Ancien rédacteur en chef, RMS

Le général de division français Henri Paris, auteur d'un essai, *Les guerres qui viennent*,¹ n'a pas trouvé, semble-t-il, un grand éditeur car, pour obtenir son livre par l'intermédiaire d'une librairie suisse, il a fallu plusieurs semaines. L'auteur a-t-il subi une discrète censure, parce que ses thèses ne sont pas *politiquement correctes*? Comme beaucoup de ses compatriotes, Henri Paris se montre francocentriste et critique envers les Américains, mais il se démarque en mettant le doigt sur les graves faiblesses de l'Union européenne et de sa politique de défense.

L'Union européenne, un «machin»...

L'Europe peine à se constituer! Les guerres en ex-Yougoslavie n'ont guère démontré la nécessité de l'Union européenne. Les guerres qui viennent mettent en évidence ses contradictions, ses faiblesses, ses structures compliquées et peu démocratiques, l'absence d'une autorité commune habilitée à contrôler la maîtrise économique et budgétaire des Etats-membres, les lacunes de la coopération monétaire des Etats de la zone euro en cas de crise... Ou l'on constitue une telle autorité, ou l'on renonce à terme à la monnaie commune! L'Europe des 27 souffre des conséquences d'une boulimie. A la place de s'approfondir, l'Union européenne s'est étendue. Dès lors, l'unanimité conduit à l'impuissance et la majorité qualifiée, prévue par le traité de Lisbonne, apparaît comme un pis-aller.

La France et l'Allemagne, la Pologne et la Roumanie ont des politiques sociales fondamentalement différentes, des salaires et des charges sociales qui n'ont rien de comparable. Les produits de l'est de l'Europe se vendent dans l'Union européenne à des prix beaucoup plus bas que ceux de l'ouest, ce qui explique des délocalisations, des faillites d'entreprises, un taux de chômage qui reste élevé. A l'Est, la «nouvelle Europe» subit la pression vers le bas des pays émergents.

L'Europe vue par le général Henri Paris

«L'Europe éclate par boulimie. Au lieu d'un approfondissement visant à améliorer le fonctionnement des institutions communautaires, elle s'étend sous l'influence des eurocrates communautaires. Elle tend à devenir une simple association économique de libre échange. (...) Les mécanismes européens (...) conduisent l'Europe à sa perte. (...) La liberté de circuler, parachevée par les accords de Schengen, n'est qu'une façade. (...) Le système en l'état est condamné. Sauver l'Europe (...) exige l'adoption de mesures radicales. La toute première des priorités est d'arrêter l'extension de l'espace institutionnel de l'Europe (...). Point crucial, il y a exigence de l'Europe à reconnaître la nécessité d'une Europe à plusieurs vitesses.»

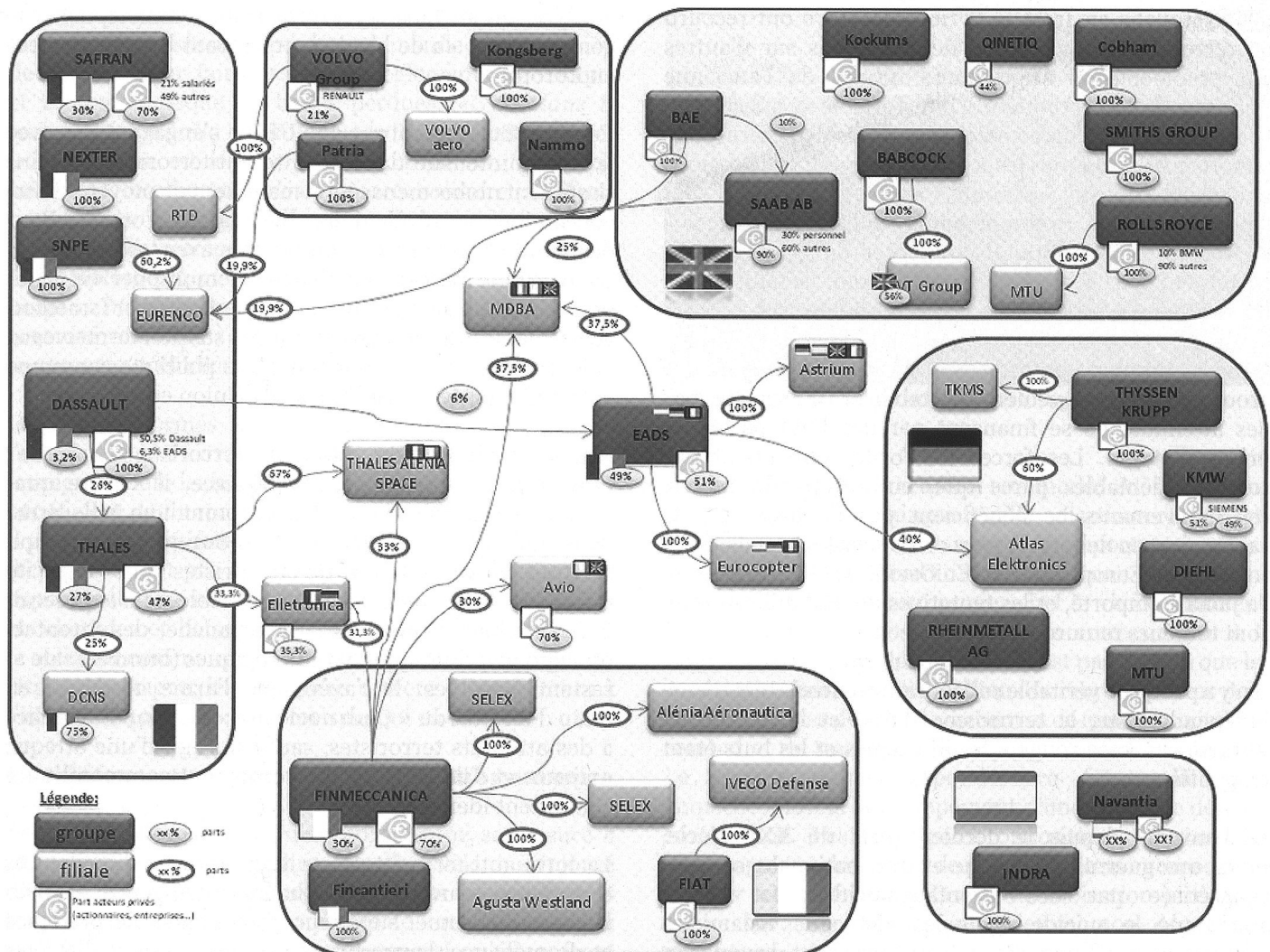
L'Europe vue par Marc Ferro

«La création de l'Europe est un mythe. J'aurais souhaité qu'une nation européenne voie le jour. Mais on n'y est pas du tout. La création européenne a permis que la France et l'Allemagne enterrent la hache de guerre. C'est bien. Mais il n'y a pas de politique sociale européenne ni de diplomatie européenne. L'Europe ne parle pas d'une seule voix. Elle n'a aucune identité. Chacun reste Français, Italien, Allemand ou Espagnol et concurrent de l'autre.» reconnaître la nécessité d'une Europe à plusieurs vitesses.»

«J'ai aimé vivre au XX^e siècle», interview de Marc Ferro par Véronique Châtel, *Coopération*, 14 juin 2011.

Avant sa banqueroute actuelle, la Grèce a cherché l'appui de la Chine pour sortir de son marasme économique, alors que Pékin souhaitait une porte d'entrée en Europe. Le centre d'Athènes abrite dès lors une *Chinatown* de la confection à bas prix, avec une main-d'œuvre et des produits importés de Chine. La Grèce, au détriment de

¹ *Les guerres qui viennent*. Essai. S.I., Le Fantascopie Editions, décembre 2010, 394 pages.



Représentation illustrant les participations croisées des divers groupes industriels de l'Armement dans l'Union européenne.

ses partenaires, inonde l'Union européenne de vêtements *made in Greece*, sans respecter les quotas mis sur les textiles venus de Chine.

L'Union européenne, malgré ses faiblesses et ses imperfections, favorise le dépérissement des Etats nationaux qu'elle ne peut remplacer, d'autant qu'elle est incapable de remédier à la crise économique et sécuritaire, à la révolte, voire à l'insurrection de nombreuses banlieues. Cela pourrait pourtant être à portée d'une Europe sociale harmonisée. La solution réside dans une régulation économique et monétaire orchestrée, sans être étroitement dirigiste. Le Plan en France, en son temps, jouait un rôle intéressant. Un système fédéraliste conviendrait vraisemblablement mal à l'Europe, car le vieux continent se compose de nations et d'Etats qui ont une existence propre. Une confédération, couvrant quelques grandes options, offrirait un cadre plus approprié.

Risques et menaces

Le XXI^e siècle ne se présente pas sous des aspects radieux ! Pratiquer la politique de l'autruche, refuser la prospective apparaît suicidaire, car on ne peut pas tabler, à moyen terme, sur l'absence d'intentions agressives. La Russie, héritière de l'Union soviétique, ne représente pas pour l'instant une menace. A Washington, on la considère

pourtant comme un risque, au même titre que la Chine, l'Iran et d'autres pays émergents. Les conflits futurs auront-ils les caractéristiques, l'intensité, les enjeux, les résultats de ceux que nous avons connus ? Qui peut le dire aujourd'hui, même à propos de l'Europe ? Qui avait prévu les révolutions en Tunisie et en Egypte ? Des conflits peuvent agir comme la gangrène ou le cancer, ils deviennent un mode de vie, une pratique, tant à l'intérieur de certains Etats qu'au plan international.

La résorption de la crise financière et économique en 2008, obtenue par une intervention des Etats, s'avère belligène et contraire à l'économie de marché. La Grèce a fait cinq fois banqueroute aux XIX^e et XX^e siècles. En 2011, elle contamine la zone euro et, mondialisation oblige, la planète. La crise de 1929, initialement financière et partie d'une déroute américaine, a conduit à la Seconde Guerre mondiale ; elle a gangrené le monde, révélant des problèmes structurels. Qu'en est-il de la crise du début du XXI^e siècle ?

Les multiples formes du terrorisme

Depuis la nuit des temps, il existe un terrorisme politique, national et international, fondé sur le nationalisme indépendantiste. Les extrémistes irlandais, au début du XX^e siècle, se lancent dans le terrorisme, faute de succès dans la guérilla et l'insurrection... Le régime

des ayatollahs en Iran, la Syrie et la Libye ont recouru au terrorisme pour exercer des pressions sur d'autres gouvernements. Il s'agit d'une reprise de l'ancienne *politique de la canonnière*. Le terrorisme se substitue à la diplomatie et à un acte de guerre. Ces deux formes de terrorisme ont connu des succès. En 1983, des camions bourrés d'explosifs, conduits par des kamikazes, sont lancés contre les cantonnements militaires américains et français à Beyrouth. Ils font près de 360 morts et entraînent un repli du Liban. L'Iran, semble-t-il a télécommandé l'opération.

Dans le dernier quart du XX^e siècle apparaissent des groupuscules qui veulent déstabiliser la société par des attentats. Ils se financent par des holdups et des prises d'otages. Les forces de l'ordre obtiennent des succès indéniables parce que, en Europe du moins, ces mouvements ne bénéficient pas de bases ou de sanctuaires en dehors du pays où ils sévissent, malgré des soutiens en Europe de l'Est. En Occident, le terrorisme ne l'a jamais emporté, et les tentatives de déstabilisation se sont toujours retournées contre lui.

Il n'y a pas eu de véritable collaboration entre le terrorisme indépendantiste, le terrorisme d'Etat et le terrorisme «Fraction Armée rouge,» les idéologies et les buts étant trop différents.

L'islamisme, depuis le dernier quart du XXI^e siècle, mène une guerre idéologique et transnationale, souvent concrétisée par des attentats-suicides. Le *Coran* condamne le suicide, mais les idéologues islamistes prétendent que les morts de kamikazes sont des «pertes au combat.» L'attentat du 11 septembre 2001 vise un double objectif: causer le maximum de pertes aux Etats-Unis avec la meilleure couverture médiatique possible, inciter l'administration Bush junior à attaquer les Talibans en Afghanistan, afin de provoquer une levée de boucliers dans le monde musulman.

L'idéologie des islamistes, leur seule patrie, ne s'appuie pas sur des entités politiques, ce qui ne les empêche pas de chercher ponctuellement l'appui, la complicité de certains Etats. Le terrorisme islamiste se caractérise par ses bases mouvantes, ses méthodes innovantes de recrutement et des exécuteurs bénéficiant souvent d'une très bonne formation personnelle. Al-Qaïda, une galaxie, une hydre, un phénix renaissant de ses cendres, se déclare en guerre «contre les Juifs, les croisés et leur affidés au pouvoir, » en clair les régimes islamiques modérés, notamment les pétromonarchies.

Pour incuber, éclore, et se développer, le terrorisme islamiste doit bénéficier d'un terreau fertile, le rejet des valeurs occidentales et des structures politico-économiques qui en découlent. Les intégristes islamistes représentent 5% d'une population de 1350 millions de musulmans, dont environ 30 millions ont émigré et pratiquent peu leur religion. Le vivier en Espagne, en France et en Grande-Bretagne suffit à un recrutement en constante augmentation d'hommes et de femmes qui vont faire leur instruction dans des camps au Pakistan,

en Syrie ou au Liban. Le terrorisme islamiste, selon le général Paris, «a de beaux jours devant lui,» également en Europe.

Tous les Etats-membres de l'UE ne s'engagent pas avec la même intensité dans la lutte antiterroriste: certains s'estiment moins menacés ou manquent de moyens. Deux conceptions se révèlent lors des prises d'otages. Pour des motifs humanitaires, on négocie avec les ravisseurs, on paie une rançon, au risque de multiplier de telles opérations qui rapportent, alors que Russes et Israéliens refusent toute discussion pour ne pas susciter de nouveaux enlèvements. Dans ce domaine, une politique commune entrerait dans les attributions de l'Union européenne.

Faut-il craindre un attentat terroriste nucléaire? Contrairement à une légende tenace, il s'avère quasiment impossible de mettre au point une telle arme dans une cave ou une arrière-boutique! L'Etat qui mettrait à disposition de terroristes une capacité nucléaire serait facilement identifiable et s'exposerait à de terribles représailles. En revanche, des attentats biologiques, chimiques et radiologiques (bombe «sale») restent possibles. Il s'avère que l'arme atomique en main d'un Etat du «Club nucléaire» est inopérante face à des attentats terroristes, sauf s'il s'agit d'une attaque majeure et s'il existe un gouvernement commanditaire clairement identifié.

La lutte anti-terroriste reste toujours très difficile. Les terroristes, souvent d'une haute intelligence et d'un bagage intellectuel supérieur, font preuve de prudence et de méfiance, leurs communications restent discrètes (pensons à Ben Laden), leurs mouvements de fonds difficilement saisissables, vu la multitude d'organisations-écrans (associations caritatives de secours, ONG) dont ils se servent, d'autant qu'ils n'ont pas besoin de beaucoup d'argent. Circonstance aggravante, ils sont inventifs. En janvier 2009, les services britanniques constatent un nombre anormalement élevé de chirurgiens esthétiques pakistanais venus en Grande-Bretagne se parfaire dans la plastique du sein. En fait, ces médecins se préparent à injecter dans les seins de femmes kamikazes de la pentrite, un puissant explosif liquide!

Les banlieues, des «cancers»?

En France, des cités-ghettos, des banlieues se «libanisent,» deviennent des espaces de non-droit, de trafics en tous genres, d'insurrection, de guérilla, voire de guerre civile. Des bandes contrôlent chacune leur secteur. Des hors-la-loi incendient des bâtiments, caillassent gendarmes et policiers, engagent des *kalachnikov*, des pistolets, des cocktails Molotov, voire des missiles antichars que les truands n'oublient pas lors d'attaques de fourgons blindés transporteurs de fonds. Les communautarismes s'étendent, qui s'opposent à la République. Malgré leurs effectifs (350'000 fonctionnaires et agents), les forces de l'ordre se hasardent peu dans ces zones; quand elles le font, elles montent de véritables opérations militaires.

Au début juin 2011, le maire écologiste de Sevrans, estimant la police dépassée dans sa cité, demande l'intervention de l'armée pour faire cesser les règlements de compte et limiter le risque de balles perdues... *«C'est dans le cadre de la guérilla urbaine que le rapprochement avec le terrorisme est le plus flagrant. Rien ne différencie tellement un attentat isolé ou un acte solitaire (...) d'une action ordonnée de guérilla poursuivant un but précis à l'encontre d'une troupe régulière ou d'un pouvoir installé. En campagne, la même gageure est possible et va même jusqu'au banditisme (...).»* Assimiler terrorisme et crime organisé relève de l'abus de langage, et cette confusion peut porter préjudice à la lutte antiterroriste.

Des imams formés à l'étranger et sous influence de l'organisation extrémiste des Frères musulmans, enseignent dans les banlieues françaises un certain Islam et bénéficient de financements saoudiens. Paradoxalement, il y a peu de véritables croyants dans les cités... Beaucoup de jeunes n'ont pas besoin d'un prétexte religieux pour exprimer leur révolte. D'autres, qui méprisent les valeurs occidentales et haïssent le système social établi, voient la religion comme un défi à la République. Comme en Grande-Bretagne, les mosquées servent d'*incubateurs* à l'islamisme, partant au terrorisme qui en découle.

Une défense européenne toujours embryonnaire

Le poids politique de l'Union européenne se mesure à l'aune de la défense militaire, car elle révèle une volonté d'être acteur, non sujet dans les relations internationales toujours marquées par les rapports de force. L'Europe de la défense n'a pas de plus grand ennemi qu'elle-même! Elle a connu quelques avancées parcellaires, seulement de quoi former une base. Pour beaucoup, une Europe-puissance relève toujours de l'utopie.

Comme en Suisse, faible Confédération d'Etats jusqu'en 1848, les forces européennes restent l'addition de contingents, dont les structures et les armements diffèrent fortement. Près de soixante ans après la création de l'Union de l'Europe occidentale, la défense européenne en est toujours aux préludes, à cause surtout de l'attitude d'une France souverainiste, d'une Grande-Bretagne atlantiste et d'une Allemagne marquée par la dictature nazie. L'Europe de la défense souffre d'un autre vice rédhibitoire: sur les 27 Etats-membres, 5 se déclarent neutres, soit l'Autriche, la Finlande, l'Irlande et la Suède. D'après le général Paris, ceux-ci devraient être exclus du système de décision en matière de défense, comme la Grande-Bretagne trop inféodée aux Etats-Unis.

La suppression de l'Union de l'Europe occidentale en 2000 a entraîné un effet pervers. L'article 5 de ses statuts spécifiait l'automatisme de l'engagement militaire en cas d'agression d'un Etat-membre, alors que l'article V du traité de Washington de 1949 instituant l'OTAN laisse à chaque Etat le choix de la riposte. Ainsi les Etats d'où proviennent les contingents doivent-ils, dans la plupart des cas, accepter de les mettre à disposition d'états-majors européens ou de l'OTAN.



Position fortifiée britannique en Afghanistan. Page suivante : tir d'un missile Javelin.

L'Alliance atlantique s'avère commode! Au prix d'une inféodation à Washington, elle dispense les Etats européens d'efforts militaires plus importants, ce qui empêche l'UE d'intervenir seule dans une crise, même lorsqu'elle concerne au premier chef le vieux continent. Pensons à l'ex-Yougoslavie dans les années 1990, à la Libye en 2011. Dans de tels cas, il n'est pas certain que les Américains mettent à disposition des moyens prévus pour l'OTAN, drones de renseignement et de combat, avions de combat et de transport, indispensables infrastructures. La crainte d'une prépondérance franco-allemande empêche aussi le développement d'une véritable défense européenne. Les principales oppositions viennent de Washington et de la peur de plusieurs Etats européens de froisser les Américains. Pourtant, l'objection principale à une véritable défense européenne, non dénuée de pertinence, c'est le doublement inutile des capacités affectées à l'OTAN.

S'il apparaît difficile de définir une stratégie commune, ce l'est encore plus d'avoir une tactique commune et des habitudes semblables au combat. L'intégration des forces européennes ne peut pas se faire à un bas niveau, car les hommes ont une langue, une culture nationale, des matériels qui ne sont pas identiques. A la brigade franco-allemande, l'intégration s'est faite à un niveau trop bas. Il ne faut pas aller au-dessous de la division ou du groupement tactique interarmes que tous les Etats européens ne sont pas à même de fournir...

Des systèmes d'arme identiques, qui se complètent mutuellement, permettraient seuls d'assurer l'homogénéité et la cohésion d'une force combattante. Faute de volonté politique des Etats-membres, l'Union européenne n'a pas pu produire en commun un avion, un char de combat, un système d'artillerie, un fusil. Le projet de porte-avions franco-britannique part dans les tiroirs en 2009, après un missile stratégique. La volonté de maintenir la souveraineté et de sauvegarder des places de travail expliquent des productions nationales en quantités limitées, parfois difficilement exportables.

Quoi qu'il en soit, les forces opérationnelles de l'Union européenne sont le Corps européen, formé de contingents français, allemand, belge, espagnol et italien, ainsi que d'un groupement aérien comprenant des unités

allemandes, belges, italiennes et néerlandaises, dont les matériels, la maintenance et les états-majors ne sont pas identiques. Sur demande, l'UE peut utiliser les états-majors et les contingents que les Etats-membres acceptent de mettre à disposition. Des inégalités flagrantes dans l'effort de défense n'empêchent pas l'Estonie, le Lettonie et la Lituanie de revendiquer l'égalité avec la France et la Grande-Bretagne au Conseil européen de défense!

Pays	Effectifs / Hommes	Budget annuel / millions dollars
Estonie	4'000	400
Lettonie	5'700	280
Lituanie	14'000	500
Grande-Bretagne	180'000	70'000
France	250'000	55'000

2008: Forces armées et budgets dans l'Union européenne

Les engagements militaires de l'Union ne peuvent être que lacunaires, comme le démontre la crise balkanique au début des années 1990, les Etats-Unis assumant le commandement et l'engagement de la plus grande partie des moyens aériens qui vont amener les Serbes à résipiscence. Lors de la crise géorgienne en 2008, les Européens se montrent incapables et surtout peu désireux de mettre en place une force d'interposition crédible entre Géorgiens et Russes. L'intervention en Libye en 2011 révèle toujours l'absence de volonté unanime et un cruel manque de moyens.

«L'Europe de la défense semble beaucoup plus mal lotie que les autres pans de la construction européenne. Le constat de faiblesse est criant. Il fait de l'Europe une proie et un champ de bataille virtuel. La vulnérabilité n'a jamais été un facteur de paix, mais une invite à l'agression.»

Quelques conclusions du général Paris

La Chine ne cesse d'accroître ses armements, elle serait capable, vers 2020, d'envahir Taïwan, tout en bloquant

une intervention américano-japonaise. Le duel stratégique sino-américain, engagé depuis la fin du XX^e siècle, pourrait dériver en conflit armé. En bonne prospective, il faut le prendre en compte. Pour Pékin, le bouclier antimissiles américain est dirigé contre la Chine, pas seulement contre l'Iran, et on s'efforce d'être en mesure de le saturer... La Corée du Nord possède des missiles capables d'atteindre le Japon. La miniaturisation, la diminution de la puissance, l'augmentation de la précision et de la portée de l'arme nucléaire limitent les dommages collatéraux, d'où un risque accru d'engagement. Les Etats-Unis et Israël planifient des frappes contre les infrastructures nucléaires iraniennes avec tout ce qu'implique une telle opération. L'éradication de l'arme nucléaire apparaît comme un vœu pieux instrumenté par le Traité de non prolifération!

Les Occidentaux, les Européens en particulier, qui ont dominé le monde plus de vingt siècles, sont en train de perdre leur suprématie. L'islamisme, auréolé de sa victoire démontrée par le retrait d'Irak et vraisemblablement d'Afghanistan du «Grand Satan américain», va exercer son emprise sur toute l'étendue du «Grand Moyen Orient», objet de la convoitise américaine. Il apparaît inévitable que, dans la foulée, l'islamisme prenne pour cibles les démocraties occidentales.

L'OTAN s'avère une coquille vide. La Maison-Blanche prend les décisions politico-stratégiques, les troupes américaines restent exclusivement sous commandement américain, comme les forces alliées. Les structures de l'Alliance, qui tournent à vide, existent pour donner aux Etats-membres l'illusion de participer à la conduite des opérations. En Afghanistan, la conduite stratégique et opérative est américaine, via les états-majors en charge de la conception et de l'exécution. Différence de taille avec l'Union européenne, cette boulimie et cette évolution, Washington les a voulues. *«Il s'agissait de transformer l'OTAN en organisme politique faisant fonction de courroie de transmission de la politique militaire américaine. La réussite est totale.»*

H.W.

